

Unité bidépartementale Eure-Orne  
12 rue de Melleville  
27 930 Angerville-la-Campagne

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NUFARM SA**

Grande Allée Zone industrielle secteur C  
Notre Dame de la Garenne  
27600 GAILLON

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON
- Code AIOT dans GUN : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse,
  - la formulation,
  - et le conditionnement,
- d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité

industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Renforcement des locaux nécessaires à la mise en sécurité du site en cas de survenue d'un accident technologique (vis-à-vis des effets toxiques, thermiques et de surpression),
- Sécurisation de l'accès des véhicules et des piétons sur le site de Gaillon.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Renforcement des locaux de mise en sécurité	AP Complémentaire du 01/07/2022, article 2eme tiret - article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude de renforcement des locaux	AP Complémentaire du 01/07/2020, article 1er tiret - article 1	/	Sans objet
Possible renforcement des salles de contrôle	AP Complémentaire du 01/07/2020, article 3ème tiret - article 1	/	Sans objet
Sécurisation des accès au site	AP Complémentaire du 01/07/2020, article article 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection s'est rendue sur le site NUFARM de Gaillon (27) le 20 janvier 2022 pour une inspection portant sur :

- le renforcement des locaux nécessaires à la mise en sécurité du site en cas de survenue d'un accident technologique (vis-à-vis des effets toxiques, thermiques et de surpression),
- la sécurisation de l'accès des véhicules et des piétons sur le site de Gaillon.

Il ressort que certains travaux de renforcement des locaux ont pris un peu de retard mais seront finalisés d'ici quelques mois.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Etude de renforcement des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/07/2020, article 1er tiret - article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Renforcement des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un délai de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées un descriptif des solutions techniques (emplacement, choix constructifs pour assurer la résistance aux effets liés aux accidents technologiques potentiels) retenues pour déplacer ou protéger vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion les salles de contrôle du site, les locaux occupés de façon prolongée ou nécessaires à la mise en sécurité du site en cas de survenue d'un accident technologique. Ces éléments sont établis par un organisme extérieur compétent avec les méthodes reconnues par le ministère en charge de l'environnement (guide de vulnérabilité des constructions). L'inspection des installations classées pourra faire appel à un expert de son choix et aux frais de l'exploitant pour analyser (éventuellement) les éléments remis.
<b>Constats :</b> Par courrier du 18 mars 2021 (reçu le 24 mars 2021) l'exploitant a transmis une étude de dimensionnement des locaux vis-à-vis des effets toxiques, thermiques et de surpression. Cette étude a été réalisée par la société APSYS (NT/FTED200276/20-01305 de mars 2021). Tout d'abord, les phénomènes dangereux impactant potentiellement le site de Gaillon ont été caractérisés sur la base des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'étude des zones d'aléas issues de l'établissement du PPRT (plan de prévention des risques technologiques) associé à NUFARM,</li><li>• des études de dangers du site.</li></ul> Ensuite, une étude de vulnérabilité des locaux a permis d'identifier les mesures de renforcement des locaux et coûts associés. Les locaux étudiés sont ceux nécessaires à la mise en sécurité du site en cas de survenue d'un accident technologique : local « pyramide », local « la Garenne », local « pompier » (B06) et local « Poste de garde » (B13). L'étude a bien été remise : la prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Renforcement des locaux de mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/07/2022, article 2eme tiret - article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Renforcement des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> - sous un délai de 15 mois à compter de la date de notification du présent arrêté le poste de garde, le local pompier et les salles des Postes de Commandement en cas de déclenchement d'un Plan d'Opération Interne font l'objet de renforcement ou de déplacement pour assurer la protection des occupants aux effets de surpression, aux effets toxiques et aux effets thermiques. L'exploitant remet à l'issue de ce délai des éléments techniques démontrant l'atteinte de cet objectif. Ces éléments sont établis par un organisme extérieur compétent avec les méthodes reconnues par le ministère en charge de l'environnement (guide de vulnérabilité des constructions).
<b>Constats :</b> Sur la base de l'étude de dimensionnement des locaux vis-à-vis des effets toxiques, thermiques et de surpression (étude APSYS n°NT/FTED200276/20-01305 de mars 2021), l'exploitant a programmé des travaux de renforcement des locaux nécessaires à la mise en sécurité du site en cas de survenue d'un accident technologique. Les travaux du local « pyramide » ont pour objet de faire face à un scénario de dispersion d'un nuage toxique d'HCl (acide chlorhydrique) : travaux d'étanchéité au niveau du sol, du boîtier électrique et au niveau de la porte. → Au cours de la visite, l'inspection a constaté que les travaux au niveau de la porte n'étaient pas finalisés. L'exploitant a indiqué qu'ils le seraient pour fin janvier 2022.  Les travaux du local « Garenne » ont pour objet de faire face à un scénario de dispersion d'un nuage toxique d'HCl et à un scénario d'un incendie généralisé du magasin M02 : travaux d'étanchéification au niveau du plafond, des placards, des fenêtres, de la porte et au-dessus des cloisons séparatives (création d'un mur). → Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux avaient pris un peu de retard et qu'ils étaient programmés pour mars 2022.  Les travaux du local « pompier » (B06) ont pour objet de faire face à : - un scénario de dispersion d'un nuage toxique d'HCl, - un scénario de surpression (scénario de fuite de gaz naturel dans le chaufferie pouvant conduire à une explosion), - et à un scénario thermique (scénario d'inflammation d'un nuage de gaz suite à la rupture guillotine de la canalisation aérienne d'alimentation en gaz naturel de la chaufferie). Les travaux consistent à : remplacer le vitrage et le châssis par de la maçonnerie, appliquer un revêtement ininflammable en toiture, remplacer la porte vitrée par une non-vitrée recouverte d'une peinture ininflammable, remplacer la porte intérieure (sas) par une porte étanche, étanchéifier la porte intérieure (condamnée) via l'application de bandes d'étanchéité et mettre en place d'une porte coulissante centrale . → Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les travaux bien qu'avancés n'étaient pas terminés. L'exploitant a indiqué que l'application d'un revêtement ininflammable en toiture seraient réalisés courant l'été 2022.  Les travaux du « Poste de garde » (B13) ont pour objet de faire face à un scénario de dispersion d'un nuage toxique d'HCl (acide chlorhydrique) : travaux d'étanchéité au niveau des gaines électriques, des fenêtres, des portes et des cloisons séparatives (création d'un mur d'étanchéité). → Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les travaux étaient terminés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Possible renforcement des salles de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/07/2020, article 3ème tiret - article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Renforcement des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> - sous un délai de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté sont réalisés les travaux de renforcement ou de déplacement des locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée et des salles de contrôle pour assurer la résistance aux effets liés aux accidents technologiques potentiels.
<b>Constats :</b> Il n'existe pas de salle de contrôle sur le site NUFARM. En effet, les fabrications sont pilotées directement dans les ateliers, à proximité immédiate des installations. Il existe des postes de supervision mais qui ne peuvent être assimilées à des postes de pilotages. Par ailleurs, la sécurité de chaque process est assurée par des sécurités positives. En l'absence de salle de contrôle, des travaux ne sont donc pas nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Sécurisation des accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/07/2020, article article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> - sous un délai de 15 mois à compter de la date de notification du présent arrêté sont réalisés les travaux nécessaires mis en évidence par du l'étude du 15 juin 2017 intitulée "Etude Technico Economique Sûreté et Aménagement de l'entrée de l'usine" complétée par les travaux nécessaires pour contrôler l'accès aux magasins de stockage d'emballage et au magasin de stockage de produits finis M08.
<b>Constats :</b> L'exploitant a remis en 2017 une étude technico économique relative à l'aménagement de l'entrée de l'usine. Cette étude porte sur la sécurisation de l'accès des véhicules et des piétons sur le site de Gaillon (classé Seveso Seuil Haut). Les principaux travaux ont consisté en : - la mise en place d'une clôture ou de rambarde de sécurité, de barrières levantes sur les voies d'accès des VL (véhicules légers) et poids lourds (PL) , d'une barrière levante en sortie, de caméras de vidéosurveillance, - la fermeture des accès piétons vers l'usine : mise en place d'un tourniquet avec identification par badge.  L'exploitant a indiqué qu'afin de contrôler les accès aux magasins M07 et M08, des portes sectionnelles ont été ajoutées à l'entrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet